



## ***Déclaration Liminaire aux CAPL du 9 décembre 2014***

Les élus de la CGT Finances Publiques dénoncent la pénurie d'agents dans les services. En effet, à la parution des mouvements complémentaires, les déficits s'élèvent à 1 254 agents, 2 059 contrôleurs et 63 inspecteurs.

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ? Car, en plus de ces déficits, 2000 nouvelles suppressions d'emplois ont été prononcées le 18 novembre ! Ce sont donc des pans entiers de missions qui sont abandonnés : fusions des secteurs d'assiettes, fusions des IFU, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants.

Encore une fois, l'administration fait le choix d'anticiper les suppressions d'emplois et ne prend pas en considération le vécu de plus en plus difficile des collègues dans les services.

L'inquiétude des agents concernant la pénurie d'emplois est réelle et touche tous les départements.

Les agents subissent au quotidien les conséquences de ces suppressions : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle. Ils auraient obtenu leur mutation et/ou des vœux en meilleure place sur leur demande.

La CGT a rappelé que la situation de nombreux collègues en attente de mutation restait très difficile et que l'administration se montrait, cette année encore, incapable de calibrer le volume des recrutements à hauteur des besoins des services.

En effet, cette année, celui de la catégorie C qui peut paraître important, est à mettre au crédit des actions menées par les représentants des personnels de catégorie C en lien avec les agents (pétition, audience à la direction générale, boycott de la 1ère convocation de la CAP).

Pour la CGT, les agents n'ont pas à subir les mauvais choix de gestion de l'administration en matière de recrutement et une fois de plus, l'administration anticipe les suppressions d'emplois à venir.

La CGT Finances Publiques réaffirme, par conséquent, que l'administration doit pourvoir les postes vacants et créer des postes pour le fonctionnement des services et pour que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

Concernant cette CAP locale, nous sommes dans une grande inquiétude concernant les RAN du Val d'Oise qui sont toutes déficitaires et plus particulièrement celles d'Argenteuil et de Garges qui à elles deux cumulent un déficit de 82,8 agents ! C'est l'équivalent d'un CFIP comme celui de Saint-Leu qui serait vidé ! Nous vous demandons donc ce que vous comptez faire pour « améliorer » cette situation. Et pour changer, la direction sera priée, cette fois, de ravalier sa langue de bois.

La CGT Finances Publiques du 95 votera donc contre le mouvement complémentaire proposé, ce projet n'ayant plus que vocation à gérer la pénurie d'emplois.